



Paris, le 15 avril 2024

Déclaration du Bureau Fédéral

Le projet de loi GUERINI : Provocation et casse du statut

Le Bureau fédéral de la FGF-FO réuni ce lundi 15 avril 2024 condamne les propos stigmatisants et inacceptables du ministre de la Transformation et de la Fonction publiques vis-à-vis de ses personnels en les considérant incapables d'exercer leur mission au point de vouloir faciliter leur licenciement.

Le projet de loi du ministre n'est qu'un outil supplémentaire de mesures d'économies budgétaires qu'il souhaite faire sur le dos des agents afin de satisfaire les exigences de Bercy et de l'Union Européenne.

Le bureau fédéral considère que, dans ce contexte d'austérité budgétaire sans précédent, ce projet de loi ne peut s'inscrire dans un projet d'amélioration des conditions d'exercice et de rémunération des agents.

La suppression des catégories et la création de « *filière métiers* » laisseraient place à des augmentations à la carte et laisseraient présumer que les augmentations générales des salaires ne seraient plus qu'un lointain souvenir.

Le déroulement de carrière est le seul outil sur lequel le Gouvernement a très peu d'emprise. En effet, les augmentations de salaires des agents par le changement d'échelon sont automatiques. C'est le principe du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Le bureau fédéral considère que l'attaque du gouvernement sur la garantie de carrière, l'un des principaux fondements du statut des fonctionnaires, est une remise en cause sans précédent dudit statut, contrairement à ce qu'affirme le ministre.

Statut qui porte les valeurs républicaines permettant de servir l'usager de manière égalitaire en garantissant la cohésion sociale.

Le bureau fédéral refuse cette fonction publique de l'arbitraire et revendique des mesures d'urgences et immédiates de revalorisation du point d'indice ainsi que son indexation sur l'inflation

Le bureau fédéral exige également l'ouverture de négociation sur la carrière des personnels en vue d'une amélioration significative de la grille afin de redonner du sens et de l'attractivité à la fonction publique.

Nous affirmons que les contre-réformes et les multiples réorganisations menées depuis ces dernières décennies n'ont fait que dégrader le service public ainsi que les conditions de travail des personnels.

Le bureau fédéral appelle les syndicats à réunir les personnels en Assemblée Générale (AG) ou en Heure Mensuelle d'Information (HMI) afin de les informer des dangers de la réforme Guérini.

Le Bureau Fédéral mandate le Secrétariat Fédéral de la FGF-FO afin d'organiser une conférence sur la défense des garanties statutaires pour l'ensemble des personnels de la Fonction Publique.

.